Dans ce numéro un dossier «Bretagne d'aujourd'hui»

Jeudi 14 décembre 1978 – No 993

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La seule riposte...

LES sentences prononcées par les nouveaux maitres de forges, représentant l'État, tombent avec la sécheresse d'un couperet. 12 000 licenciements annoncés en début de semaine par le groupe Usinor-Chiers-Châtillon. Sacilor-Sollac devrait en annoncer 8 500 jeudi. Ajouté à cela les 1 700 licenciements des Aciéries-Paris-Outreau et 300 à Creusot-Loire et vous aurez le nombre minimum des sidérurgistes que les monopoles de l'acier ont décidé de jeter sur le pavé d'ici un an. On voit que les nouveaux PDG de la sidérurgie française se montrent à la hauteur de la confiance que leur a accordée leur camarade d'école Giscard. C'est avec zèle et célérité qu'ils appliquent les plans qui doivent assurer le redressement des profits monopolistes. Partout, en Europe, ce sont les mêmes saignées qui ont été ou sont opérées à vif dans les rangs des sidérurgistes. Partout le même mépris des hommes dont la sueur et le sang ont servi à édifier les empires de l'acier. Doit-on s'en étonner ? Certainement non ! Du Nord à la Lorraine, c'est la colère et la haine qui étreignent les hommes, pas la surprise.

Mais comment mettre en échec ces plans des monopoles qui, jusqu'ici, se sont appliqués sans coup férir ? Ce sont certainement les 80 000 sidérurgistes allemands en grève depuis trois semaines qui, aujourd'hui, fournissent la meilleure réponse à cette question. Y aurait-il une autre voie ? En Grande-Bretagne, on voit les syndicats occupés à une singulière besogne : ils vendent des badges proclamant que *« les produits anglais sont les meilleurs »*. D'autres, en France, leur font écho avec le mot d'ordre *« Fabriquons français »*. Mais qui peut croire qu'on arrêtera le bras des licencieurs avec des discours chauvins contre l'Europe ? Non, la seule riposte qui puisse être efficace, la seule riposte de classe, c'est d'unir pour la lutte tous les sidérurgistes en France, du Nord à la Lorraine jusqu'à Fos. La véritable dimension européenne qu'il faut donner à une telle lutte, c'est la solidarité de tous les sidérurgistes européens contre les plans de leurs bourgeoisies monopolistes. Toute autre voie ne peut conduire qu'à l'échec et à d'amères désillusions.

Pierre MARCEAU

Sidérurgistes, tous ensemble

Comme ceux d'Allemagne

LA colère gronde chez les sidérurgistes : ils l'ont montré mardi au siège d'Usinor. Ceux d'Allemagne sont en grève : 80 000 depuis trois semaines. C'est tous ensemble qu'il faut entrer dans la lutte, les sidérurgistes et avec eux tous ceux qui perdront leur emploi, les jeunes du Nord, de Lorraine à qui ne s'ouvre qu'une seule perspective : le chômage. Les travailleurs n'ont pas à payer de leur vie, de leur avenir, le redressement des profits capitalistes ! Le seul chemin est celui de la lutte, tous unis contre les licenciements.

(Voir articles page 3)

Les sidérurgistes allemands en lutte pour les 35 heures.

Les guerilleros Zimbabwe réussissent une opération spectaculaire à Salysbury

ALORS qu'une délégation d'hommes d'affaires du régime raciste de Rodhésie est arrivée à Paris à l'invitation de Soustelle, l'ancien nostalgique de « l'Algérie française », afin de convaincre les capitalistes français d'investir dans ce qui est un des derniers régimes coloniaux du monde, les guerilleros du Front patriote ont marqué de façon spectaculaire leur première attaque contre la capitale, Salisbury. On sait que le Front patriotique du Zimbabwe lutte depuis plusieurs années contre le régime de Smith et qu'il a actuellement libéré la plus grande partie du territoire, les campagnes. Cette attaque contre la capitale pourrait inaugurer une nouvelle phase de la guerre révolutionnaire de libération du pays.

C'est au plus grand dépôt d'essence du pays que s'en sont pris les guerilleros. Deux roquettes ont été suffisantes pour réduire en fumée 40 millions de litres de carburant, pour une somme estimée à 10 millions de dollars. Le responsable du principal mouvement nationaliste en lutte, R. Mugabe, responsable de la ZANU a déclaré que ce type de sabotage faisait partie « d'opérations stratégiques dans Salisbury, tout comme dans le reste du pays ». Il s'agit en effet à la fois de pénaliser les multinationales pétrolières qui commercent avec l'Etat raciste malgré l'embargo décidé par l'ONU, et de marquer une nouvelle étape de la lutte à l'intérieur des villes.

Vingt-quatre heures après le début de l'incendie, des flammes de plus de vingt-cinq mètres s'élevaient toujours au-dessus des citernes en feu. Malgré le silence absolu dans lequel se cantonnent les autorités et les responsables de la Shell, on sait que l'incendie pourrait s'étendre encore à des dépôts de gaz butane stockés à vingt mètres des cuves en feu.

La plus importante réserve d'énergie du régime serait alors totalement détruite.

Iran

35 morts à Ispahan

ALORS qu'à Téhéran l'armée est restée discrète lors de la grande manifestation qui eut lieu lundi, elle a tiré sur la foule à Ispahan.

400 000 à 600 000 personnes ont défilé criant leur haine au Shah. Des manifestants ont voulu déboulonner des statues du Shah ; c'est alors, semble-t-il, que l'armée a tiré. Puis les affrontements se sont étendus à plusieurs coins de la ville. Selon l'opposition, il y eut 35 morts et des centaines de blessés.

(Voir article p. 2)

Six millions d'Iraniens dans la rue

APRES le succès des manifestations monstres de dimanche, une nouvelle manifestation était organisée pour lundi, jour de la fête religieuse, l'Achoura.

A Téhéran, ce sont deux millions de personnes qui ont défilé depuis le matin jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Comme la veille, le gouvernement avait été contraint de tolérer les manifestations, mais toujours à la condition que les mots d'ordre soient uniquement religieux. Si cette exigence fut à peu près respecté dimanche, bien que souvent les mots d'ordre religieux n'étaient qu'une couverture, ces précautions furent abandonnées lundi.

Les années précédentes, les jours de l'Achoura, on pouvait voir des processions où se succédaient des scènes de flagellation. Cette année cet aspect de l'Achoura était totalement marginal.

En fait, cette fête religieuse faisait davantage figure de prétexte pour montrer une nouvelle fois la haine de tout le peuple contre le Shah, contre la dynastie des Palhavi. Les mots d'ordre cette fois attaquaient directement le pouvoir : *« A bas le Shah »*, *« Mort au Shah »*, *« Vive Khomeiny »* retentissaient dans toute la ville.

Manifestation contre le Shah mais aussi contre son plus ferme soutien, l'impérialisme américain : *« US go home ! »* était repris massivement. Dimanche déjà, dans une résolution lue lors de la manifestation, était affirmé la condamnation *« des impérialismes de l'Ouest et de l'Est »*.

Les attaques contre les symboles de l'impérialisme américain se sont multipliées ces derniers jours. A Ispahan le complexe de télécommunications de la firme américaine Grumman a été attaqué. Des tracts ont été diffusés un peu partout, demandant aux coopérants de quitter le sol iranien au plus vite.

Alors que se déroulaient les manifestations en Iran, l'Ayatollah Khomeiny, en exil à Paris, déclarait :

« Nous ne vendrons plus de pétrole aux pays qui soutiennent le Shah » visant explicitement les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS.

Il a également appelé les militaires à quitter l'armée et à *« rejoindre le peuple »*. Cette armée qui demeure le seul soutien du Shah.

Peu d'informations parviennent sur la situation actuelle de l'armée : est-elle si unie que veut le faire croire le Shah ?

Lors de manifestaions qui eurent lieu il y a environ un mois, on avait vu des soldats et même des officiers se joindre aux manifestants. On a appris par ailleurs que, dimanche soir, le gouverneur général de la province d'Hamadan, au nord-ouest du pays avait été grièvement blessé par des coups de feu tirés par un soldat rebelle. Phénomène marginal ? Il est difficile de savoir.

En province, les manifestations ont également été impressionnantes : Tabriz, Ispahan, etc. ont vu des centaines de milliers de personnes exigeant le départ du Shah. Au total ce sont six millions d'Iraniens qui sont déscendus dans la rue lundi.

Evelyne LE GUEN

L'opposition à l'Est (1)

● L'un des porte-paroles de la Charte 77, Vaclav HAVEL, a déclaré que l'influence du mouvement s'amplifiait et que le nombre de signatures, de trois cents au début de l'année dernière, est passé à mille maintenant. Vaclav HAVEL est en résidence surveillée depuis une semaine à Prague.

● A l'occasion du 30e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, des dissidents soviétiques et cubains ont condamné dans un communiqué, les agissements du social-impérialisme soviétique en Afrique : *« En Afrique, et contre la volonté des peuples cubain et soviétique, le gouvernement de La Havane maintient une armée destinée à l'extermination des guerillas angolaises et des nationalités érythéennes. Cet Africa Korps de 50 000 hommes coûte à Cuba des centaines de vies humaines, et au peuple soviétique, pourvoyeur involontaire de ce répugnant massacre, des milliards de roubles.*

« Au nom des jeunes Cubains et des travailleurs de l'Union soviétique, nous exigeons le retrait immédiat des armées cubaines et des conseillers militaires soviétiques du terrain africain ».

Signataires soviétiques : Vladimir BOUKOVSKY, Vadim DELAUNAY, Natalia GORVANEVSKAYA Tatiana KHODOROVITCH, Vladimir MAXIMOV, Viktor NEKRASSOV, Léonid PLIOUTCH, Tatiana PLIOUTCH.

Signataires cubains : Carlos FRANQUI, Eduardo MANET, Pio SERRANA, Carlos-Alberto MONTANET, Pio SERRANA, Carlos-Alberto MONTANER, Guillermo-Cabrera INFANTE, Juan ARCOCHA, Frank CALZON, Ramon SUAREZ.

● Vladimir BOKISSOV, ouvrier marxiste, l'un des fondateurs du nouveau syndicat libre a été une nouvelle fois interpellé à Léningrad. La police ayant déchiré ses papiers, il se trouve en situation illégale et ne peut quitter la ville. Cette interpellation s'est produite samedi dernier, probablement pour l'empêcher de se rendre aux diverses manifestations qui étaient prévues par les dissidents à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'homme.

PROCHE-ORIENT

A quelques jours de l'expiration du délai prévu

L'accord est loin d'être signé

DES déclarations se sont succédées ces derniers jours au sujet du Proche-Orient et du problème palestinien. Selon les accords de Camp David, c'est le 17 novembre, c'est-à-dire cette semaine que devrait être signé, dernier délai, l'accord de paix séparé entre Israël et l'Egypte. Or, malgré les déclarations de Begin, il semble bien peu probable qu'un accord puisse intervenir d'ici là et débloquer une situation qui se trouve dans une impasse totale depuis plus d'un mois. Le secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, fait actuellement navette sur navette entre les deux capitales mais les oppositions qui subsistent entre les sionistes et les Egyptiens semblent trop fondamentales pour qu'un accord soit signé avant longtemps avec une quelconque signification.

Deux questions fondamentales demeurent en effet. Tout d'abord, la fameuse question du « lien » entre le traité de paix et un réglement du problème des territoires occupés depuis 1967. Sadate en fait depuis longtemps un préalable, affirmant qu'il n'était pas question pour lui de signer un traité de paix séparé qui omettrait cette question. Interrogé sur ce point, le sioniste Begin, qui , sans la moindre vergogne, est allé chercher son prix Nobel de la paix à Oslo, a déclaré que pour lui, c'était un problème factice et a refusé de répondre à une question sur d'éventuelles implantations de nouveaux colons sionistes sur ces territoires occupés. Il a pourtant précisé qu'il *« n'avait jamais douté du droit absolu des juifs de s'installer en Judée, en Samarie et à Gaza »*, ce qui revient, en clair, a une nette réaffirmation du caractère expansionniste de l'Etat sioniste.

L'autre question restée en suspens concerne l'article 6 du traité. Par cet article, l'Egypte renoncerait à tous ses accords et traités passés précédemment avec les autres pays arabes sur la question palestinienne. Il n'en est bien sûr pas question pour l'instant. Comme on le voit, l'affaire est loin d'être réglée.

Alors que Begin était à Oslo pour recevoir son prix Nobel de la paix, la répression sioniste s'intensifie dans les territoires occupés

Beaucoup de bruit a d'autre part été fait autour de déclarations de Yasser Arafat qui aurait, d'après certains journaux, accepté de reconnaitre l'Etat sioniste si un Etat palestinien était crée en Cisjordanie et à Gaza. Cette interprétation est tout a fait fausse. Si l'OLP semble actuellement effectivement réfléchir à l'opportunité de la création d'un foyer national sur une partie des territoires qui pourraient être libérés, il n'est en aucun cas question pour elle de reconnaitre un Etat basé sur le sionisme, c'est-à-dire sur une base explicitement raciste.

Interrogé sur les accords de Camp David, Yasser Arafat déclarait d'ailleurs il y a quelques jours : *« Rien dans ces accords ne mentionne les droits du peuple palestinien, reconnus par plus de 100 nations, et notamment ses droits au retour, à l'autodétermination et son droit à ériger un Etat indépendant. »* Au sujet d'un éventuel référendum d'autonomie, il devait poursuivre : *« Il n'y aura pas d'élections dans ces conditions. On ne peut accepter que nous soyons obligés de voter un statut identique à celui qu'ont les Noirs d'Afrique du Sud ».*

Serge FOREST

Vote en Namibie

Des résultats sans signification

LES autorités racistes sud-africaines viennent de publier le chiffre de participation aux élections-bidons qu'elles ont organisées en Namibie. Elles ont organisé ces élections pour prendre de vitesse l'ONU en imposant un règlement interne excluant la SWAPO, le représentant légitime du peuple de Namibie. Ce chiffre est de 81 % de participation. *« Ce chiffre aurait pu être de 100 % s'ils l'avaient voulu »* a commenté un représentant de la SWAPO, tellement ces élections ne voulaient rien dire. Les Noirs africains n'avaient, de toute façon, pas le choix entre voter et ne pas voter. Les pressions administratives et policières étaient telles que le scrutin était dans les faits obligatoire. Ce chiffre de 81 % de participation ne signifie donc absolument rien. Ces élections avaient d'ailleurs été, avant même leur déroulement, dénoncées comme nulles et non-avenues par l'ensemble de la communauté internationale. (Voir HR du 7 décembre).

DANS L'ACTUALITE

La grève des sidérurgistes allemands se poursuit

Manifestation contre le lock-out le 30 novembre à Bochum. « Les travailleurs de Krupp prêts à la lutte » (Photo HR)

LA grève de dizaines de milliers de métallos allemands se poursuit depuis maintenant quinze jours, sans qu'on puisse, à l'heure actuelle, en entrevoir la fin : les ouvriers restent fermes sur leurs positions — pour les 35 heures — et le patronat n'est pas prêt à céder. Le 1er décembre, il a décidé le lock-out de certaines entreprises pour tenter de diviser les travailleurs (non-grévistes contre grévistes). 80 000 métallos sont actuellement lock-outés.

Le syndicat IG-Metall, qui avait appelé à la grève après un vote majoritaire des travailleurs concernés, ne se distingue pas par sa combativité : pas de riposte énergique, hormis quelques protestations verbales, pas d'appel à la solidarité des autres travailleurs. Ses dirigeants se bornent à réclamer un « arbitrage politique » que le gouvernement Schmidt ne tient pas à organiser, dans la mesure où il préfère laisser pourrir la situation en comptant sur une démobilisation des métallos.

Pourtant, ceux-ci tiennent bon. Et ils ont raison. D'un bout à l'autre de l'Europe de l'Ouest, on assiste actuellement à d'importantes mesures de restructuration de la sidérurgie qui permettront aux patrons — aux gros — de réaliser des profits plus importants mais qui, pour les ouvriers, se soldent, pour l'instant, par des licenciements massifs. En ce sens, les métallos français et allemands — ainsi que ceux de toute l'Europe — ont des intérêts fondamentaux communs et la solidarité active entre eux est une urgente nécessité.

La lutte actuelle des métallos allemands concerne directement les travailleurs de France. Leur revendication des 35 heures est juste et son aboutissement aurait sans aucun doute un grand écho, d'abord dans les autres branches industrielles allemandes, mais aussi dans notre pays où les capitalistes se refusent toujours à appliquer strictement la loi de 1936 sur les 40 heures.

J.S.

20 000 nouveaux licenciements dans la sidérurgie

Il y a longtemps que les patrons s'étaient préparés à cette «ultime solution»

ON restructure dans la sidérurgie. 20 000 nouveaux licenciements vont s'ajouter aux 14 000 décidés pour le premier plan acier élaboré par le gouvernement Giscard-Barre du 23 février 1977.
Un second plan acier a été mis sur pied au sortir des élections législatives de mars 1978. Il venait corriger en partie le premier plan acier jugé par trop optimiste. Celui-ci en effet escomptait une reprise rapide de la demande en acier au niveau mondial. Mais cela n'a pas été le cas, loin de là.

Fin septembre 1978, le gouvernement prenait une série de mesures draconiennes afin de rentabiliser au maximum la sidérurgie.

Tout d'abord l'État, par l'intermédiaire des banques nationalisées, devenait le premier actionnaire de la sidérurgie française. En effet, indirectement, il contrôlait 60 % de toute la sidérurgie.

L'étape qui devait suivre était la mise sur pied de nouvelles équipes de direction pour les « trois grands de la sidérurgie ». Deux PDG étaient nommés. Jacques Mayoux, ancien PDG du Crédit agricole après avoir fait suer le burnous à des dizaines de milliers de petits paysans était nommé à la tête de Sacilor-Solac.

Jacques Mayoux est, nous l'avons dit, un camarade de promotion de Giscard. Certaines mauvaises langues affirment même que les deux hommes se tutoieraient dans le privé, ce qui en dit long sur les liens étroits qui unissent les PDG et leur grand commis à la tête de l'État.

A la direction d'Usinor est nommé Claude Etchegaray qui était depuis un an déjà PDG de Chiers-Chatillon.

Les nouvelles équipes de direction seront définitivement mises en place à la fin du premier trimestre 1979.

En attendant la concentration s'est opérée entre Usinor et Chiers-Chatillon. Les deux groupes avaient entrepris un travail de rapprochement dès juillet 1978. En novembre 1978, Etchegaray, PDG de la Chiers-Chatillon entre comme vice-PDG à Usinor.

QUE REPRÉSENTENT LES DEUX GROUPES ?

Usinor-Chiers Chatillon représentent plus de 10 millions de tonnes d'acier par an, 48 000 travailleurs, 12,5 milliards de francs de chiffre d'affaires. Les principales usines sont à Dunkerque, Denain, Montataire, Mardcyk et Longwy.

Sacilor-Sollac dont un des principaux groupes est le groupe de Wendel, représente un peu plus de 7 millions de tonnes d'acier par an, 39 000 personnes. Les principales usines sont à Grandange-Rombas, Hagondange, Homecourt-Jouef, Ebange-Florange.

Sont associés de près ou de loin à ces groupes Empain-Schneider qui possédait à la création 50 % des actions de Sacilor et De Wendel 50 %. Il est envisagé aussi un rapprochement entre Sacilor et la Société métallurgique de Normandie (Empain).

Quant à Solmer à Fos et à Dunkerque, c'est une création conjointe de Sacilor et d'Usinor.

DANS LE CADRE DE L'EUROPE

Le problème numéro un des nouvelles équipes dirigeantes est de résoudre le problème de la rentabilité: Les monopoles de l'acier en France ont pris du retard sur leurs concurrents étrangers notamment belges et allemands.

Toutefois, la restructuration touche actuellement tous les pays de la communauté européenne. En Allemagne fédérale, des milliers de licenciements sont prévus pour les années prochaines. En Belgique, en Angleterre, en Hollande, en Italie, il en est de même.

La crise touche donc tous les pays à des degrés divers bien sûr, puisque certains s'y sont préparés de longue date comme les Allemands et les Belges surtout.

Les prévisions de la CEE pour la production de l'acier au cours du premier trimestre 1979 sont les suivantes : 10,58 millions de tonnes pour la RFA, 5,94 pour la France, 5,95 pour l'Italie, 5,49 pour la Grande-Bretagne, 4,42 pour la Belgique et le Luxembourg réunis.

En gros, on prévoit donc au niveau des experts une stabilité de la production. La reprise escomptée n'aura donc pas lieu en 1979. Ceci a dû jouer d'un poids considérable dans les mesures décidées par les monopoles français de l'acier en accord avec le gouvernement.

Les dégraissages opérés dans la sidérurgie surprennent par leur ampleur. Visiblement les patrons comptent sur l'effet de surprise. Mais il y a belle lurette qu'ils s'étaient préparés à cette « ultime » solution.

Yves LEPIC

QUELQUES ARTICLES SUR LE PROBLÈME DE LA SIDÉRURGIE PARUS DANS NOTRE PRESSE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 1978

Humanité rouge du 4 avril 1978 No 860 : La crise mondiale de l'acier ; ses répercussions en Europe et en France ;
Humanité rouge du 21 avril 1978, No 873 : Les plans de la bourgeoisie ; le premier plan acier (1) ;
Humanité rouge du 22 avril 1978, No 874 : Les plans de la bourgeoisie ; le premier plan acier (2) ;
Humanité rouge du 25 avril 1978, No 875 : Les plans de la bourgeoisie ; le deuxième plan acier (3) ;
Humanité rouge du 23 septembre 1978, No 936 : L'Europe de l'acier (1) ;
Humanité rouge du 26 septembre 1978, No 937 : L'Europe de l'acier (2) ;
Humanité rouge du 27 septembre 1978, No 938 : L'Europe de l'acier (3).

Allemagne de l'Ouest

Verdict scandaleux contre Semler et Horlemann, dirigeants du Parti communiste d'Allemagne (KPD)

Semler

Horlemann

Un an de prison avec sursis, environ 3,5 millions de centimes d'amende, plus les frais du procès, de l'ordre de six millions.

Voilà le résultat du procès intenté aux camarades Christian Semler, président du KPD, et Jürgen Horlemann, membre du Comité central. Ce dont ils étaient accusés : être les dirigeants d'un parti qui, en 1973, avait appelé à une manifestation contre la visite du fantoche sud-vietnamien Thieu en Allemagne — manifestation qui s'était terminée par l'occupation de la mairie de Bonn. Semler et Horlemann sont accusés d'avoir « tiré les ficelles de cette action ».

Ce verdict est grave : il indique que les autorités ouest-allemandes n'hésiteront pas à s'en prendre à des dirigeants communistes, à les emprisonner et à les condamner sous prétexte de « troubles » ou d'« atteintes à l'ordre public », commis lors de manifestations appelées par eux.

Le Comité central du PCML a envoyé un message de solidarité au Comité central du KPD et a protesté contre ce verdict.

RPR : problème de canalisation, de l'eau dans le gaz !

LE RPR va-t-il sérieusement se transformer en passoire ? En tout cas, Sanguinetti s'est mis en congé illimité. L'ex-secrétaire général de l'UDR ne voit pas dans la politique de Chirac la poursuite du gaullisme, mais bien plutôt du *« national poujadisme »*. Pour lui, les membres du RPR se rapprocheraient des « militants potiches », assistants muets des décisions des deux conseillers secrets et des trois conseillers privés *« victimes de l'autoritarisme des dirigeants »*. Philippe Seguin, député des Vosges, renchérit sur Sanguinetti : *« Au fond, l'histoire actuelle du RPR, c'est "Histoire d'O", nos dirigeants nous flagellent et on nous demande de crier encore, encore, c'est bon »*.

Après le congé illimité de Sanguinetti, Hélène Missoffe, ancienne secrétaire d'État, prend ses distances. Elle ne veut plus être membre, à part entière, du RPR. La cause ? La lettre de Chirac aux Français sur l'Europe, sans consultation des membres du RPR.

Congé illimité, distance, auxquels viennent s'ajouter le congé de vote de Neuwirth et la dénonciation de Jean Bonhomme. Il dénonce *« les sombres complots, les noirs desseins »* du RPR, alors qu'il devrait *« tout faire pour que réussisse la politique du gouvernement »*.

Evidemment ces contestations ne semblent pas être bien prises par Juillet, éminence du RPR : *« De toute façon, 30 ou 40 parlementaires nous lâcheront, tôt ou tard, parce qu'ils ne veulent pas suivre à fond Chirac contre Giscard »*.

Après la fracture de Chirac, à quand celle du RPR ?

Vais-je réussir à le sortir ?

BOULOGNE

Avec des ouvriers des APO

Quand ils nous emmènent faire un tour dans leur usine occupée

Paris Outreau à Boulogne-sur-Mer

SAMEDI 8 décembre : les APO d'Outreau, une usine d'aciers spéciaux, les travailleurs sont là, assez nombreux, à discuter au piquet de grève autour d'un feu de braise. Je me présente : correspondant de presse de l'*Humanité rouge* et la discussion s'engage. Deux travailleurs proposent de me faire visiter l'usine...

« On sentait venir les choses depuis deux ans. »

« On est en tout 2 400. Ici, les effectifs sont de 1 500 qui devraient passer à 800 et, au petit port (autre usine du groupe, l'usine dite No 2) *ils sont 900 et passeraient à 600. Mais on ne sait encore rien de bien précis là-dessus. Il doit y avoir d'autres CE. Le patron a disparu dans la nature d'ailleurs... en Suisse peut-être... ou au Gabon où la même société construit une usine. C'est maintenant un curateur qui est chargé de voir, si dans un délai donné, l'usine peut se redresser. »*

Mais l'usine, elle, peut marcher. Les deux camarades, Pierre et Alain, me montrent tout cet amas de ferraille dans l'usine.

« Ça vaut des fortunes, ça ! C'est de l'acier spécial » et ça reste là à pourrir parce que les patrons n'ont plus envie de faire tourner la boutique, parce que, au Gabon par exemple, ce sera plus rentable : la matière première (ferro-manganèse entre autres) sera sur place et la main-d'œuvre, on la paiera moins cher là-bas selon la logique capitaliste d'exploitation du tiers monde.

La boutique, elle, ne tournerait plus parce qu'en fait *« on est géré par des incapables »* et c'est le curateur lui-même qui le dit, les patrons font ce qu'ils veulent du pognon et nous on perd notre emploi !

Le parc à ferraille a diminué de 90 % depuis un an parce qu'il n'y a plus d'argent. Et pourtant ce ne sont pas les commandes qui manquent, ni les brevets aux monopoles. Les APO sont les seuls à faire les boogies et tampons pour les chemins de fer, elles ont aussi le monopole pour Inox, on travaille aussi pour l'armée, le nucléaire, les laminoirs, les mines de Lorraine...

Il aurait fallu, quand l'usine marchait bien, moderniser les machines. Les fours datent tous de 1900 au moins, les tours à l'atelier mécanique ont tous été rachetés d'occasion, les méthodes de travail sont archaïques. On doit encore charger à la pelle des matériaux comme la chaux, le ferro-manganèse, etc. Ça peut faire trois ou quatre tonnes, c'est pareil. Il n'y a pas de grue ou plutôt une seule, louée à 18 000 anciens francs de l'heure par Singer !

Tout ça, ça veut dire des conditions de travail drôlement pénibles et aucune mesure de sécurité.

Tout au long de la visite de l'usine, Pierre et Alain m'expliquent le fonctionnement des machines, la dureté du travail et puis... les accidents. Les conditions de travail, ça aussi, il faut que ça change.

Alain me dit : *« J'ai amené ma petite de quatre ans à l'usine et je lui ai dit : tu vois, papa ne dort pas à la maison parce qu'il doit rester ici la nuit. Ma gosse en a pleuré et fait des cauchemards toute la nuit »*

« C'est vrai, dit Pierre, *nos femmes et nos enfants ne savent pas toujours dans quelles conditions on travaille. Et c'est vrai que ça fait réfléchir et ça donne envie de se battre. »*

Partout la grisaille, la poussière ; de si vieilles machines que souvent il y a des accidents.

« Ici, Alain me montre un four à réduction de 700 kilogrammes. *Avant la grève, un gars a été brûlé à la figure »* Les brûlés, c'est fréquent, surtout le plus dangereux c'est pour le gars qui débouche la coulée à la sortie du four. Il fait cela avec une simple pince à un mètre de la coulée. »

Là, ils me montrent un pont roulant qui a lâché juste avant l'arrêt en grève. Heureusement, il n'y avait personne en dessous. Dans tous les ateliers, les tôles en plastique qui servent de toit sont noires de poussière *« celles-là on les a nettoyées à notre demande parce qu'on n'y voyait plus rien »*.

« Voilà, regarde c'est ça que les travailleurs respirent à longueur de journée ».

Sans compter les fuites de gaz aux fours et pour mieux faire, dans les ateliers, il n'a que de malheureux feux à une buse qui s'arrêtent à trois mètres du plafond et laissent s'échapper le gaz dans l'atelier. Vraiment, la santé des travailleurs, on s'en fiche !

A l'atelier d'ébarbage, là où les gars enlèvent les riquettes (bavures de coulée) sur les pièces sortant de la coulée, en plus de la poussière, il y a un bruit d'enfer *« au bout d'une heure, on a la tête au carré »*.

Et au grand ébarbage : *« Regarde ces pièces énormes comment elles sont placées, elles tiennent en équilibre, un point c'est tout. Aucune sécurité ! »* Les gars, ils coupent à chaud parfois, à une température de 600 degrés avec des masques qui datent de la guerre de 1914.

Pour les gars qui travaillent au parc à ferraille c'est pas mieux : dehors par tous les temps, tout ça pour 1 900 francs par mois. D'ailleurs l'ensemble des salaires se situe autour de 2 000 francs par mois.

Pierre me montre l'engin sur lequel il travaille, un Mahmoz, qui soulève les charges destinées à ravitailler les fours. Pas de cabine, pas de chauffage, un pare-brise à moitié cassé. Et tu passe là-dessus 8 heures.

Nous allons voir les vestiaires. Les murs, le sol sont noirs. Un feu de coke que les gars doivent allumer eux-mêmes et l'eau pour se laver les mains, eh bien ! au bout d'une minute, elle devient noire aussi ! C'est l'eau qui a servi à refroidir les fours ! Il n'y pas intérêt à la boire !

Mais heureusement, selon le médecin du travail, tout le monde se porte bien ! On peut être malade à crever, il nous trouve toujours bon pour aller au boulot.

Mais le boulot, en l'occurrence, c'est le patron lui-même qui refuse ce droit élémentaire. Les travailleurs, eux, sont bien décidés à se battre pour l'emploi. *« Moi, je suis même pas d'ici,* m'explique Alain, *je suis des leurs. Quand je suis revenu de l'armée on ne m'a pas réembauché: Je suis venu aux APO parce que c'était soi-disant une boîte sûre, et à peine trois ans après, je devrais faire encore une fois ma valise ! »*.

Lundi 11, les travailleurs allaient manifester à Paris pour montrer leur détermination au curateur. Huit bus sont partis. Mardi matin, une assemblée générale doit décider de la poursuite de l'action.

« Et la manifestation, jeudi passé, à Boulogne ? 15 000 personnes dans la rue.

— Ah oui, ça c'était vraiment bien, très bien ! ».

Les gars sont bien d'accord, ce qu'il faut, c'est compter sur leur propre lutte, c'est faire du bruit, créer la solidarité, établir un rapport de force.

« Si on reste à se croiser les bras devant l'usine, c'est sûr qu'on n'obtiendra rien !

— Faire un peu comme Lip ?

— Oui, c'est ça ».

Et se méfier des pièges ! *« Il y a bien des sociétés qui reprendraient l'affaire, m'expliquent-ils, comme Manoir Pompey, ou Comiregue mais en location-gérance. On sait bien ce que ça veut dire ! On fait marcher la boutique deux à trois ans, on prend en poche tous les monopoles, puis on met la clef sous la porte... et le tour est joué.*

Nous, ce qu'on veut, c'est un patron qui rachète l'usine et surtout aucun licenciement ! »

Après avoir visité l'usine avec ces camarades ouvriers, ce qui ressort, c'est la volonté des gars de garder leur emploi, c'est aussi, une fois de plus, la preuve de l'aberration du système capitaliste, où les patrons sont les « incapables » ou des « fripouilles », les contremaitres des « emmerdeurs » et des « incapables » et où les ouvriers, véritables producteurs de richesses, ont un salaire de misère et se voient dépossédés de leur travail.

Le capital, c'est les licenciements, le chômage. Et chaque lutte pour l'emploi est un coup porté au système capitaliste.

Soutenons la lutte des APO.

Correspondant de presse du Nord.

POLITIQUE ET SOCIAL

Grève avec occupation au centre administratif de la BNP -Montreuil

LES bureaux administratifs se trouvent dans le centre commercial de la Croix-de-Chavaux à Montreuil. Environ 350 personnes y travaillent. Tout a commencé le 15 novembre. Lors d'une réunion du personnel sur la situation revendicative, décidée par les syndicats, une partie du personnel, à l'issue de l'assemblée générale, se met en grève sur le tas. Le 16 novembre, les sections syndicales CGT-CFDT-FO appellent à la grève reconductible. La CFTC appelle à une grève de 24 heures et refuse le principe de la grève reconductible. Voici un extrait du tract CGT sur le déroulement de l'action.

PREMIERE SEMAINE : LE TEMPS DU MÉPRIS

« Désinvoltes, les représentants de la direction ignorent superbement les revendications du personnel du CA-Montreuil. La psychologie, nous le verrons, n'est pas leur fort. Il faut, en effet, bien comprendre la réaction d'employés et de gradés qui, depuis des mois, sont surchargés de travail, font le maximum d'efforts et à qui, pour toute réponse à leur demande d'effectifs supplémentaires, le directeur et le directeur-adjoint de la DOA rétorquent : " Le centre administratif de Montreuil est, au sein de la DOA (1), le centre où la productivité est la plus faible, et d'ailleurs, au niveau des effectifs, s'il y a un centre qui n'a pas à se plaindre, c'est bien le centre administratif de Montreuil où les effectifs sont particulièrement adaptés aux besoins " ».

Le mépris aussi ouvertement affiché stimulera quelques travailleurs hésitants à s'engager dans une lutte dure.

La deuxième semaine de grève : la direction lâche un peu de lest ! (Attribution de 15 points personnels ou changement de coefficient). Bref, des miettes !

Le directeur-adjoint précisera à cet égard qu'il s'agit de la part de la direction *« d'ultimes propositions conditionnées à la reprise immédiate du travail »*.

Pour toute réponse, les grévistes durcissent leur action. *Jeudi 23 novembre, ils occupent les locaux* du centre administratif.

Le lendemain, la direction fait envoyer l'huissier pour constater soi-disant *« la dégradation des ascenseurs par les grévistes »*. La présence de l'huissier ne passera pas inaperçue, au contraire : *« Le personnel non-gréviste, à l'appel des délégués syndicaux, quitte le travail et envahit les " coursives " du centre. Il y demeure jusqu'au départ de l'huissier »*. (Tract CGT).

Troisième semaine : ainsi, de semaine en semaine, l'action s'amplifie et les grévistes voient grossir leurs rangs. Pourtant, une poignée d'employés, bien que conscients des revendications, n'osent pas s'engager dans l'action.

La direction refusera de négocier avec les délégués syndicaux. Elle pose comme condition *« que le dispositif de grève soit préalablement levé »*.

« La direction recherche le pourrissement et veut affamer les grévistes ». (Tract CGT). Cette condition est inacceptable, la combativité des grévistes reste intacte et s'est même accrue. La direction envoie à nouveau l'huissier. Cela aura pour effet de décider 60 personnes, jusque là non-grévistes, à rejoindre le mouvement.

Le tract CGT dénonce avec force les manœuvres de la direction pour briser la grève ; d'autant plus que 26 grévistes, dont 9 délégués syndicaux, recevront un blâme !

« Messieurs de la direction, préféreriez-vous, après vous être prémunis contre les effets de la grève, que les grévistes restent tranquillement chez eux. Qu'ils attendent l'arme au pied l'arrivée de leur feuille de paie avec l'effet dissuasif que vous escomptez de retenues de salaire importantes. Mais, Messieurs de la direction, ces temps-là sont révolus. Vous vous êtes adaptés. Nous aussi. Sachez en tenir compte ».

DES TAXIS CONTRE LES GRÉVISTES

La direction n'hésitera pas à faire appel à des taxis pour faire circuler les documents laissés en place par les grévistes ! Le 7 décembre, un de ces taxis a failli heurter deux grévistes qui porteront plainte au procureur de la République avec l'accord et le soutien des syndicats CGT-CFDT-FO. Voici un extrait de la lettre que les syndicats envoient au procureur :

« Informés que, depuis quelques jours, des travaux du centre administratif de Montreuil partaient à l'extérieur, les grévistes, en alerte, devaient découvrir à 16 h 30, dans les sous-sols réservés aux commerçants du centre commercial de la Croix-de-Chavaux, la présence de Madame Fontaine, membre de l'encadrement, affairée à la sortie de travaux du CA de Montreuil en les confiant à un taxi appelé à cet effet.

Immédiatement, douze grévistes, dont deux délégués du personnel, faisaient bloc pacifiquement devant la voiture pour l'empêcher de sortir. Le chauffeur du taxi fonçait dans le groupe. Deux délégués ne devaient qu'à leur présence d'esprit et à leurs réflexes d'éviter d'être renversés ».

Dans ces cas, comme le dit la presse bourgeoise, *« le climat reste tendu »*.

Pour l'instant, le combat continue, voici les revendications :

- ***Embauche immédiate de 20 personnes pour pallier les insuffisances d'effectifs ;***
- ***Augmentation salariale (revalorisation des coefficients en fonction de la technicité et de la polyvalence du personnel du centre) ;***
- ***Suppression de la formulation « sur le tas ».***
- ***Réelle formation assurée par l'adjoint du sous-chef d'unité.***

(1) DOA : Division des opérations administratives.

Mardi soir, un grand gala de solidarité était organisé au profit des grévistes, dans la grande salle des fêtes de la mairie.

Les chanteurs, Bayou sauvage (chanteurs Québécois), les Petits paradeurs de la rue du Canal (orchestre de Jazz) et Mouloudji ont animé une soirée particulièrement réussie. Elle a permis de faire connaître la grève et contribuera à élargir le soutien dans les sections syndicales.

Grève à PARIBAS

LA direction du siège parisien de la banque Paribas envisage de restructurer les services en développant la sous-traitance, ce qui entrainerait la suppression d'au moins 100 postes. Le 24 novembre, avec les sections CGT et CFDT, les travailleurs des principaux services concernés — informatique, portefeuille et standard —, en tout 300 employés sur les 3 000 du siège, décident d'engager l'action : deux heures de débrayage par jour. Pendant ces débrayages, ils se réunissent en assemblées générales, ce qui entraine plusieurs sanctions de la direction contre les délégués.

A la réunion du comité d'entreprise du 6 décembre, les délégués revendiquent la garantie de l'emploi et une réduction d'horaire pour la semaine de 35 heures, pendant que les grévistes sont réunis en assemblée générale. La direction refuse de discuter. Les grévistes votent alors l'occupation des locaux (informatique, portefeuille et standard). La direction, après constat de l'occupation par huissier, fait appel au tribunal des référés. La conciliation échoue (la direction refuse de rencontrer les délégués et les travailleurs refusent de lever l'occupation) et le tribunal ordonne l'évacuation. Lundi 11 au soir, les forces de police interviennent pour faire appliquer l'ordonnance du tribunal et doivent intervenir une deuxième fois mardi car les travailleurs ont repris l'occupation.

Après une manifestation commune des travailleurs de Montreuil (BNP) et de Paribas mardi, la lutte se poursuit dans les deux banques.

Corse

Barre est parti, la répression reste !

« Nous vivons, hélas, dans un climat devenu anormal »
déclarent les quatre députés RPR de Corse.

LE périple ministériel de 48 heures à travers *« la Corse profonde »*, vue d'hélicoptère, s'est terminé mardi soir. On ne peut pas dire que ce soit un voyage qui restera gravé dans les annales de l'histoire : Barre est venu confirmer les quarante-et-une promesses de Giscard.

La population du nord de l'Ile, comme celle du sud la veille, s'est saisie de l'occasion pour affirmer haut et fort qu'elle ne se contentait pas de promesses : grève générale (suivie de 60 à 100 % selon les secteurs) et manifestation par milliers dans les rues de Bastia.

En Corse, les fermetures de l'Olicorse, de Frombolacci, Gémétal, Mattei, les menaces contre les travailleurs de l'Aéro-Filippi montrent assez combien s'est aggravée la situation économique.

Les lycéens, les parents d'élèves, les enseignants ont entamé un vaste mouvement de riposte contre l'austérité à l'école. Les travailleurs de chez Mattei, de l'aéroport de Poreta à Bastia, ceux des bus ajacciens, les marins luttent contre les licenciements et pour de meilleures conditions de travail. La lutte s'organise contre la répression et pour la libération des patriotes emprisonnés. Face au capitalisme, il faut unir nos luttes : celles des travailleurs et du peuple corse avec celles des travailleurs de France.

Selon la CFDT, les mesures Giscard, confirmées par Barre, *« ont pour but d'intégrer la Corse à un type de développement qui ne fera qu'accélérer son agonie »*.

La presse au service du pouvoir n'a pas manqué de sombrer dans le ridicule : *« Malgré le bruit et la fureur, elle a rejoint le peloton de tête des régions françaises »* surtitrait *le Figaro* du 2 qui parlait d'un *« boom économique jamais égalé »*.

Quant à *Corse-Matin* de dimanche, il affirmait sans rire : *« Le développement économique de la Corse a entraîné une augmentation de la délinquance »*.

Mais c'est surtout autour de l'attentat du 8 décembre — blessant un inspecteur de police — que les mass média ont lancé une violente campagne antinationaliste. Or, il n'est pas du tout exclu que cet attentat soit un règlement de compte entre polices parallèles ou fractions militaires de l'extrême-droite. Les attentats commis par les barbouzes restent toujours impunis. Le RPR, par la bouche d'un de ces quatre députés — le chef de clan Rocca-Serra — a déclaré hypocritement : *« Ce que nous avons vécu ces derniers jours est particulièrement grave. Il faut mettre un terme à l'escalade de la violence »*. Or, c'est ce même individu qui, en 1975, après les événements d'Aléria, souhaitait *« un retour à la loi du talion »* !

D'ailleurs, ces gens-là, si sensibles en apparence à la « violence », ne s'émeuvent guère de la détention arbitraire de 31 patriotes corses. Au contraire, ils demandent que tous les nationalistes soient enfermés.

Sur les onze personnes interpellées le 7 décembre, trois ont été déférées le lendemain devant la scélérate *Cour de sûreté de l'Etat*. Par ailleurs, *A Riscossa* informe des nouvelles mesures dont sont de nouveau victimes les emprisonnés. Notamment, le juge Seguin a ordonné le transfert d'une partie des détenus dans diverses prisons : Battesti, Filidori, Roesch à Fresnes ; Nicoli, Graziani, Pancrazi, Lorenzi à la Santé et Stella au secret à Fontainebleau. Ceci avec pieds et poings enchainés. Ceci pour empêcher le cours normal de l'organisation de la défense des détenus. C'est une grave atteinte aux droits de la défense et cela contredit le régime politique accordé aux emprisonnés corses.

Exigeons l'annulation de des mesures arbitraires !

Libération des patriotes emprisonnés !

Dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat !

Serge LAFORGE

Depuis 1945

La longue remise en cause des droits sociaux

DES le début du capitalisme, la classe ouvrière férocement exploitée s'est battue pour conquérir des droits sociaux. Elle a été la première classe dans l'histoire à revendiquer le droit à la santé, à la protection contre les accidents du travail, à une retraite décente, etc. Pour réaliser ces aspirations, elle n'a cessé de mener des luttes. C'est là la base des concessions que la bourgeoisie a été amenées à faire et des droits sociaux acquis par la classe ouvrière. Il en est des droits sociaux comme de tout, les ouvriers n'arrachent des avantages qu'en fonction du rapport de force. Et sans cesse, la bourgeoisie s'efforce de reprendre ce qu'elle a dû céder.

En 1945, la bourgeoisie s'est vue obligée de concéder d'importants droits sociaux. C'était là le résultat de la pression populaire et du rapport de force à la Libération. En même temps, elle se dotait d'un instrument : la Sécurité sociale dont elle allait se servir pour rogner les droits sociaux des travailleurs.

Après la Libération, la première grande attaque contre la protection sociale fut portée en 1958. Elle consistait dans le non-remboursement des frais médicaux s'élevant à moins de 3 000 F anciens. Cette mesure qui tentait de faire passer le non-remboursement des petits risques touchait beaucoup de travailleurs. Six mois après, le pouvoir reculait devant la pression et les réactions populaires. Cependant, à la même époque, d'autres mesures furent maintenues :

— *Le remboursement de la plupart des médicaments passait de 80 % à 70 % ;*

— *Les cures thermales continuent à être remboursées bien que le pouvoir ait pensé à en supprimer le remboursement, mais celui-ci est soumis à condition.*

LES ORDONNANCES DE 1967

La seconde attaque de grande envergure fut constituée par les trop célèbres ordonnances du 21 août 1967. Ces ordonnances reprenaient les recommandations du CNPF faites en 1965. Les cotisations étaient augmentées de 6 à 6,5 %, les prestations diminuées. Mais, surtout, en séparant la trésorerie en trois branches — maladie, vieillesse, allocations familiales — la bourgeoisie préparait ses attaques ultérieures contre les dépenses de santé des travailleurs. C'est cette attaque qui est en cours aujourd'hui. Ces ordonnances donnèrent lieu en 1967 à une grande campagne pour leur abrogation. Malgré le grand mouvement de Mai-Juin 1968, les directions syndicales se contentèrent d'une vague promesse de Pompidou de soumettre les ordonnances à l'Assemblée nationale. On sait que les élections de Juin 1968 donnèrent une écrasante majorité aux gaullistes. L'Assemblée transforma les ordonnances en lois. Les directions des partis et syndicats de gauche qui ne s'appuyaient pas sur le rapport de force ni sur la lutte et se plaçaient sur le terrain du parlementarisme contribuèrent ainsi à brader les droits remis en cause par le pouvoir.

1971 : CONCESSIONS DU POUVOIR

En 1971, le pouvoir concède quelques améliorations : la prise en compte des dix meilleures années de salaire pour le calcul de la retraite.

1974 : LA « GÉNÉRALISATION » DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DIVISION

En 1974, une loi prévoyait de généraliser la Sécurité sociale en *« attribuant un système de protection à tous les Français dans chaque branche »*. Cette généralisation correspond aux aspirations de couches sociales tels les petits paysans, commerçants et artisans. Appauvris et ruinés par le pouvoir des monopoles, leur vie est de plus en plus précaire et ils réclament un minimum de droits sociaux. Cependant, la réforme de 1974 fait supporter principalement à la classe ouvrière le fonctionnement des nouveaux régimes et par là elle instaure la division.

1976 : AUGMENTATION DES COTISATIONS

En octobre 1976, les cotisations étaient augmentées de 1,4 % tandis qu'un certain nombre de prestations étaient différées : 30 % de moins sur les transports en ambulance, 10 % de moins sur certains autres auxiliaires médicaux (massage, sage-femmes, etc.). La Sécurité sociale prévoit de ne plus rembourser qu'à 40 % un millier de médicaments.

Henri MAZEREAU

Exposition à l'UNESCO

Les Palestiniens : un peuple à la riche tradition culturelle

AU 29 novembre au 14 décembre se tient à la maison de l'UNESCO à Paris la première exposition en France et en Europe, organisée par la mission de l'OLP auprès de l'UNESCO. Cette exposition présente la Palestine comme une entité culturelle. En effet, le peuple palestinien a été chassé de sa terre, de son pays. On a toujours essayé de nier l'existence du peuple palestinien. La doctrine des sionistes se résume ainsi : *« Un peuple sans terre, pour une terre sans peuple »*

Or, le peuple palestinien est bien déterminé à retrouver sa terre, il se bat pour une Palestine libre, laïque et démocratique. Comme tous les colonialistes l'ont fait , les sionistes tentent maintenant de nier la culture, les traditions, l'histoire du peuple palestinien. Ils tentent de s'approprier leurs œuvres culturelle pour se donner une légitimité. L'exposition de l'UNESCO rappelle au monde entier les traditions artistiques d'un peuple qui se bat pour rentrer chez lui.

DE RICHES TRADITIONS

Le peuple palestinien a de riches traditions artistiques qu'il développe toujours alors qu'il est en exil : broderie, poterie, vannerie, travail du cuivre, sculpture sur bois.

DE LA BRODERIE

Elle se perpétue. L'exposition présente de somptueuses robes. Les tissus sont magnifiquement brodés à la main au point de croix ou au cordonnet. La teinture est faite à partir de fibres végétales. Les plus belles robes sont les robes de mariées. Deux thèmes sont traités dans ces broderies, l'arbre de vie et le cadran solaire. Sont exposés aussi de très anciens bonnets de mariées, constitués de pièces d'argent qui était la dot des jeunes femmes. Au fur et à mesure des besoins, les femmes décousaient les pièces pour faire face aux achats. Les pièces sur le bonnet exposé sont de la monnaie frappée aux armes de l'empire ottoman, qui dominait à l'époque une partie du bassin méditerranéen.

AUX PLAQUES DE TATOUAGES

On voit aussi de splendides plaques de tatouage sculptées que les pélerins se faisaient appliquer pour prouver, grâce à ce tampon, qu'ils étaient bien allés jusqu'à Jérusalem. Témoins de la culture musicale on trouve des flûtes en roseau ainsi que de petits tambours appelés tablas.

LE MORTIER A CAFÉ

Un splendide mortier à café est aussi exposé, la façon de moudre le café importait beaucoup autrefois quand plusieurs familles étaient regroupées autour d'une famille principale plus aisée. A chaque événement mariage, naissance, etc. correspondait un rythme musical pour le mortier à café de la tribu.

On peut voir aussi de splendides bijoux en argent dont on parait les chevaux les jours de fête pour les protéger du « mauvais œil ».

La sculpture de l'olivier est un art très important chez les Palestiniens ; en témoignent de splendides statuettes représentant des bergers ou des femmes au puits, de même que des colliers, des sacs en noyaux d'olives.

Une des grandes traditions de l'art palestinien est le travail du cuivre. Nous y admirons encore de très belles plaques de cuivre repoussé qui figurent des monuments de Jérusalem.

Un des principaux intérêts de cette exposition qui nous revèle encore bien d'autres trésors, reste de contrecarrer les projets sionistes qui veulent étouffer la voix des palestiniens, nier leur culture pour se l'approprier.

Cette exposition est une première réponse. Elle permet aux Palestiniens de nous communiquer leur culture, leurs traditions. Le mot palestinien évoque souvent le combattant, le fédayins. L'exposition montre pourquoi combattent les fédayin , elle nous dit qu'elle est leur histoire, elle prouve qu'ils ont un riche patrimoine culturel que personnes ne pourra s'accaparer.

Léon CLADEL

Une richesse culturelle qui dure, malgré l'exil. Dessin d'Amina Abdel Ghaffar - 14 ans

Le deuxième disque de la Lyre des travailleurs

Des chansons de lutte

LA chorale *La Lyre des travailleurs* de Lille sort le 15 décembre son deuxième disque. Un très bon crû qui s'enrichit de l'expérience du premier. Les chansons sont très vivantes. Elles tirent leur source de la vie des travailleurs. Une chanson est très significative à cet égard, la première du disque : sur le chômage. *« A la lainière, il n'y a plus d'ouvrage, A la maison, il n'y a plus de charbon »*. C'est la complainte du chômeur *« A chaque porte je cogne, j'ai déjà fait tout Roubaix »*. Une chanson qui part des problèmes, des préoccupations des travailleurs, des chômeurs, mais une chanson qui désigne la cause de l'exploitation et du chômage : *« C'est l'hiver, c'est le chômage et le capital brasse des millions »*, Elle parle des chômeurs mais aussi de ceux qui restent et qui travaillent de plus en plus dur. *« A chaque quinzaine quand je pointe, je pense à tous mes vieux copains, pour un salaire minable, ils s'éreintent pour garder leur emploi demain »*.. Peine perdue, quand les patrons restructurent ils ne font pas de détail. *« Et moi je sais que c'est inutile de travailler comme des damnés. Quand on ne veut plus te voir, sois tranquille, ils ont vite fait de te virer »*.

Pourtant, cette complainte ne décourage pas, ele ne fait pas baisser les bras, au contraire, elle témoigne de la colère qui monte : *« Ma femme maintenant ne veut plus se taire, pour se battre, elle s'est syndiquée, c'est vrai tout seul, on ne peut rien faire, elle a raison, faut se bagarrer »*. Et l'espoir renait : *« Le soir, à la porte de La Lainière, j'attends ma femme pour rentrer, c'est comme un coin de ciel qui s'éclaire, un peu de soleil sur les pavés »*. Et le chômeur va essayer de *« comprendre d'où vient le chômage, d'où vient cette vie qu'on nous fait »* pour lutter jusqu'au jour où *« nous mangerons les loups »*.

La chanson part de la vie des travailleurs, elle montre comment s'unir pour remettre les choses à l'endroit.

« Debout les exploités, c'est l'aurore qui se lève, debout les exploités, c'est l'aurore qui se lève, le parti relevé ». C'est la chanson composée par *La Lyre* pour le troisième congrès du PCML. Cette chanson, comme deux autres du disque, montre la voie à suivre pour le renversement des patrons, pour aboutir au socialisme.

C'est très important au moment où les travailleurs prennent conscience de l'impasse qu'a pu être l'Union de la gauche, de montrer qu'il existe une voie : la révolution ; un outil : le jeune Parti marxiste-léniniste qui se développe.

Des chansons à chanter, un disque à faire connaitre, à offrir.

Léon CLADEL

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Quand la police agresse les préposés PTT

SOUS ce titre, le tract CFDT- PTT du syndicat des services postaux de Seine-Saint-Denis, dont nous donnons le contenu ci-dessous montre que lutter pour la sécurité des postiers, ce n'est pas lutter pour plus d'effectifs dans la police.

Après les agressions violentes et meurtrières contre les postiers, une nouvelle série d'agressions se manifeste dans Paris. Aussi ahurissant que cela puisse paraitre, c'est la police elle-même qui se livre à ces méfaits.

A PARIS 15 LE 24 OCTOBRE

C'est un policier en civil, révolver au poing, qui agresse un préposé en tenue, le faisant sortir de son véhicule, puis le conduit au commissariat sous la menace de son arme, où il subit un interrogatoire «serré». Après quoi, il est relâché. On lui dit : *« ...On vous avait pris pour un gangster ».*
La vraie raison est sordide : ce préposé est originaire des Antilles, le racisme n'est pas mort !

A PARIS 8 LE 10 NOVEMBRE

Un préposé venant prendre son service en métro est interpellé par la police à la station Strasbourg-Saint-Denis pour un contrôle d'identité. Il s'y soumet de bonne grâce et, il a à peine rangé ses papiers qu'un flic l'attrape par le bras et lui envoie plusieurs coups de poing en pleine figure provoquant de nombreuses ecchimoses.

Le camarade se fait faire un certificat médical qui constate les blessures. **Comme à Paris 15, le préposé est originaire d'outre-mer.**

Voici quelques exemples, s'il en était besoin, du rôle des forces de l'ordre dans la société giscardienne. Ceci confirme bien la justesse des positions que la CFDT a développées dans ses tracts sur la prétendue « sécurité ».

Compter sur la police pour assurer notre sécurité, ce serait donnerait de graves et dangereuses illusions aux travailleurs sur le rôle de la police dans le système politique et économique actuel. Dans ce système, la police est avant tout utilisée pour servir de « chien de garde » du patronat. D'où les évacuations d'usines, les matraquages des grévistes. Par ailleurs, par son attitude de provocation et de vexation, elle est utilisée par le pouvoir pour entretenir le racisme et diviser les travailleurs et la population. C'est le rôle que nous devons dénoncer (et d'ailleurs beaucoup de policiers le dénoncent eux-mêmes).

NOTRE SÉCURITÉ

La meilleure sécurité est celle qui résultera de l'action des travailleurs et des travailleuses. A Paris 8, les préposés, dès qu'ils eurent connaissance de la nouvelle agression, ont cessé le travail et une délégation de masse s'est rendue chez le receveur. La matinée s'est achevée en assemblée générale où la sécurité des préposés a été au centre des discussions. Quelle que soit la nature des agressions, c'est ce que nous devons faire : arrêter le travail et avancer des revendications concrètes à satisfaire par l'administration.

Echos de la région de Tours

Le chômage progresse

Le chômage progresse :

— 100 licenciements prévus chez Schnitt-Tours fin décembre ;

— L'entreprise Al-Laiton à Saint-Cyr, commune limitrophe de Tours, risque de fermer et de licencier aussi fin décembre ;

— Un peu plus loin, à la Société pour routes et autoroutes), après réduction de 43 h 30 à 40 h, réduit maintenant à 32 heures. Des menaces de licenciements planent.

— Château-Renault, où il y avait déjà plus de 300 chômeurs officiels sur 6 000 habitants : les Etablissements Humery (tôlerie, chaudronnerie) qui avaient déjà réduit les horaires à 32 heures dans la quasi-totalité des services viennent de licencier trente-deux personnes ; six autres licenciements sont prévus sous peu.

Dans les départements voisins, c'est la même chose, ça licencie à tour de bras. Parmi les plus récents :

LOIR-ET-CHER : Romarantin : 16 licenciements (fermeture des minoteries Simon) ;

MAINE-ET-LOIRE : Le Ménitré : Vilmorin aurait engagé la procédure de licenciement de 140 de ses 400 employés.

— VIENNE : Poitiers : les Etablissements Zorbibe qui ont déjà licencié 37 travailleurs en février projettent de recommencer : 95 licenciements cette fois, dont, comme par hasard, 12 des 14 élus du personnel (CGT).

Respirez le bon air de nos usines

APRES les travailleurs de SCC-Tours intoxiqués par du gaz sulfureux le 3 octobre 1978 (Cf. HR 959), une trentaine d'ouvriers des Etablissements Caillau à Romorantin, le 5 décembre 1978, sont à leur tour victimes d'une intoxication. Cette intoxication est cette fois d'origine « inconnue ».

T'es bien sûr patron que l'origine en est « inconnue » ? En tout cas, le souci de la santé de ton personnel, tu connais... Tu connais même très bien. Aussi bien que celui de SCC-Tours. en tout cas. Car comme lui, tu as fait reprendre le travail rapidement, trop rapidement. Tu pensais qu'il n'y avait plus de danger. Tout le monde peut se tromper. Payer des travailleurs à rien faire c'est malsain... pour ton coffre-fort pas vrai ? Il vaut mieux en prendre soin, plutôt que de la santé des travailleurs. Les premiers signes s'étant déjà fait sentir à 11 h 30, le boulot reprit normalement après la pause de midi. Premier bilan : une dizaine de personnes conduites à l'hôpital. Ça te suffisait pas. Fallait récupérer le temps perdu, limiter les dégâts... pour tes bénefs. Allez reprenez le boulot. Deuxième bilan : une vingtaine de personnes supplémentaires à l'hôpital. Pas de chance. Tu « perds » du fric, à cause de la fragilité de ton personnel. Et en plus, ils râlent encore ces ingrats ! En effet, comme les travailleurs de SCC-Tours, ceux de Caillau, à l'appel de leur jeune section CGT, ont fait grève le lendemain matin à l'embauche. Pour leur sécurité.

Crimes légaux en Chinonnais

SUR le chantier de la centrale d'Avoine, un ouvrier meurt écrasé sous des éléments de coffrage.

Fin novembre 1978, dans une champignonnière à Rigny-Ussé, un ouvrier meurt écrasé sous un pan de roche. Ce bloc de roche, maintenu par un chainage métallique ancien surplombait une tranchée dans laquelle travaillaient deux ouvriers, lors de la consolidation de parois. Etayer efficacement : nécessité de matériel, de temps (des salaires). Pourquoi faire des frais, patron ? Un travailleur tué, ça coûte pas cher, pas vrai ? Et puis, il y a tant de chômeurs dans le centre... Ras le bol, patrons ! Vous nous empoisonnez (SCC-Tours, Caillau, Romorantin,etc.) Vous nous tuez... Faites gaffe, un de ces jours ça va craquer pour de bon. Ce jour-là, ce sera vous qui serez écrasés.

Suite de la page 8

maire de Plogoff, les conseillers votent comme un seul homme. A vrai dire, les moutons de Panurge sont bien gardés : au « perchoir » de cette assemblée, siège Raymond Marcellin, premier flic de France, de sinistre mémoire, flanqué du super-préfet Perier, lui même ancien super-flic et préfet de police. Avec de tels chefs, les béni-oui-oui ne risquent pas la crise de conscience.

Dernier temps de la valse des conseils : conseil général du Finistère. Mêmes notables, même bourgeoisie, même vote. Mieux, ici, ils en redemandent et quémandent un surgénérateur à Brenwilis, dans les monts d'Arrée. Cela, bien évidemment, sans rien demander à personne.

UNITÉ POPULAIRE

La machinerie de l'Etat bourgeois poursuit sa route. Elle voulait écarter sur son passage le refus pourtant clairement exprimé par la population de Plogoff et de tout le cap. Aux objections du comité de défense et de l'association *Evit Buhez Ar c'hap* (pour que vive le cap), on oppose le mépris, le mensonge et les flics.

« En 1974, se rappelle Jean-Marie Kerloc'h, maire de la commune, *lorsque nous avons appris par la presse que Plogoff aurait peut-être le "privilège" de produire de l'électricité atomique, nous avons manifesté clairement notre opposition. Jarrot, alors ministre de la Qualité de la vie, avait déclaré :* "Si vous ne voulez pas de cette centrale, vous ne l'aurez pas". *En 1976, quand les équipes EDF et les flics ont voulu venir étudier le site, des barrages avaient été mis en place ».* Depuis, manifestation sur manifestation : 5 000 à Feuntenn An Aod, sur les lieux, 10 000 à Brest, 10 000 à Quimper.

Le Pellerin et Plogoff marchent désormais main dans la main. A Quimper, on a applaudi la délégation du Pellerin, venue se joindre à la manifestation : à l'heure où Barre vient de signer le décret « d'utilité publique », vient d'ordonner les expropriations au pays nantais, leur présence en Cornouaille prend valeur de symbole.

A Plogoff, comme au Pellerin, pour défendre leur outil de travail, la terre ou la mer, pour défendre leur sécurité et celle de leurs enfants, pour défendre les droits démocratiques, aux deux bouts de la Bretagne, ouvriers, paysans, pêcheurs, toutes les couches laborieuses, hommes et femmes, jeunes et vieux, se retrouvent au coude à coude.

C'est leur combat que nous soutenons.

BLOC-NOTES

1000 Le numéro 1 000 de L'Humanité Rouge va sortir. Préparez-vous et passez vos commandes

Le No 1 000 de l'*Humanité rouge*, sortant le jeudi 14 et daté du vendredi 15 décembre au 2 janvier sera un numéro spécial de 16 pages (prix 3 F) destiné à une diffusion militante de masse notamment lors du 16 et 17 décembre.

Il comportera notamment une rétrospective de quelques unes des « Unes » les plus significatives, une interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur les conditions dans lesquelles il en est venu à se poser, non sans déchirement, la question du caractère de classe du PCF, parti dont il était membre depuis 20 ans. Deux pages au moins seront consacrées au courrier des lecteurs et à la rubrique « Avec le Parti ». Ce numéro spécial traitera également de la lutte contre le chômage et les licenciements, du 40e congrès de la CGT, de la lutte des petits paysans, du danger de guerre et de la question de l'Europe, du socialisme en Chine, du Vietnam (etc), sans parler d'une page culturelle. Passez dès maintenant vos commandes à l'administration. Lecteurs et correspondnts, à vos plumes, pour enrichir les rubriques « Courrier des lecteurs, témoignages, et avec le parti ».

La publication de l'*Humanité rouge* quotidienne sera suspendue des 23-24 décembre au 2 janvier : date de parution du premier numéro de l'année 1979.

A NOS CAMARADES :
Les sections et régions qui le désirent peuvent passer commande des quatre pages Vietnam parues dans notre édition datée du samedi 9 et dimanche 10 décembre.

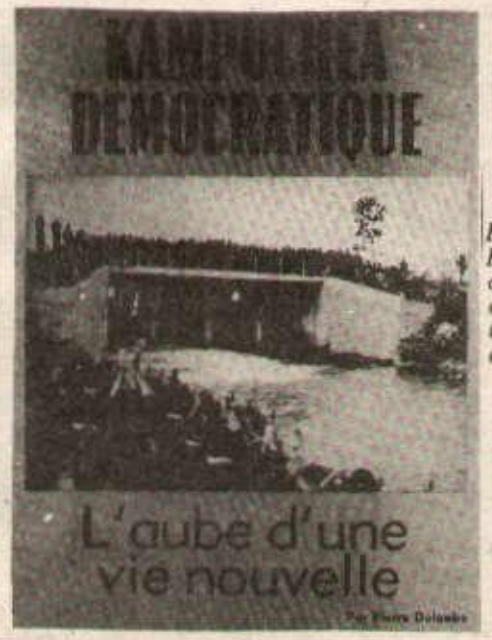
TOULOUSE : SOIRÉE D'INFORMATION *sur la situation actuelle au Proche-Orient après Camp-David.*
Avec débat, projection de film, buffet. Cette soirée aura lieu à l'amphi FERMAT de la faculté de Rangueil, le jeudi 7 décembre 1978 à 20 h 30. Elle est organisée par le Comité permanent d'action pour la Palestine (CPAP).

PARIS
Exposition culturelle organisée par l'OLP avec le concours de l'UNESCO à l'occasion de la journée de solidarité avec la Palestine.
Cette exposition se tiendra jusqu'au 14 décembre au siège de l'UNESCO, tous les jours de 9 h à 19 h à la maison de l'UNESCO ; 7, place de Fontenay – Paris 7e (salle 9).

SOIRÉE CULTURELLE CORSE

Le 17 décembre de 19 h 30 à 23 h 30
animée par I. Muvrini et E Duie Patrizie
Salle SIEM – 6, rue Albert de Lapparent
Paris 7e – Métro Ségur

Cette brochure est toujours disponible



Prix 10 F
Passez vos commandes et libellez vos chèques au journal.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Bretagne d'aujourd'hui (4)

Du Pellerin à Plogoff

De nombreuses manifestations ont lieu pour s'opposer à la centrale nucléaire de Plogoff. A leurs côtés, ceux de Plogoff ont trouvé ceux du Pellerin. Désormais, ils marchent main dans la main.
Photo HR.

Unité populaire contre la centrale

«*Il faudra mettre à feu et à sang Plogoff pour qu'une centrale y soit installée*». Le maire de Plogoff parle clair. «*On a des têtes de granit à la pointe du Raz*». Lorsqu'il est venu en Bretagne, au début de l'année, Giscard l'a pourtant dit : «*Aucune centrale nucléaire ne sera imposée aux populations si elles n'en veulent pas*». A Plogoff, personne ne veut de la centrale. Pourtant, de conseil régional en conseil général, le projet fait son chemin. Envers et contre tous.

Il y a trois ans qu'un projet de centrale est dans l'air. Le conseil régional, en 1975, en a accepté le « principe ». Le gouvernement, faisant état de la pénurie énergétique de la région, a posé clairement le dilemne : *« Ou vous prenez la centrale ou vous devrez vous passer d'énergie »*. C'était ça ou rien. Les élus régionaux ont évidemment baissé culotte.

La machine EDF s'est mise au travail dare-dare. Messieurs les experts ont fait un petit tour dans le coin : au terme de leur ballade, cinq sites ont été retenus. Selon les recherches effectuées par des chercheurs du CNEXO (Centre national d'exploitation pour les océans), tous présentaient des inconvénients importants. Les chercheurs émettaient des avis réservés sur tous les sites : *« Les études sont insuffisantes... Elles ne permettent pas de conclure que tel ou tel site est absolument sans risque. Elles permettent cependant de déconseiller nettement certains d'entre eux, en raison des risques particuliers liés aux conditions locales. Elles permettent également de mettre en évidence des incertitudes importantes »*. Pour Plogoff, l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) concluait : *« Site non défavorable, mais très réservé »*.

A Plomoguer, près de Brest, autre site retenu, la mobilisation est immédiate. Contre les projets de centrale, le CLIN (Comité de lutte antinucléaire) a mis sur pied, dès le début de l'été 1978, un groupement foncier agricole qui a acheté deux hectares et demi juste à l'emplacement prévu. Les habitants ont d'autre part fait savoir *« leur opposition définitive et sans appel à l'implantation d'une centrale dans le secteur »*.

Dès cette époque, semble-t-il, EDF a tranché : ce sera Plogoff. Il restait désormais à appliquer. Malgré les propos rassurants de Giscard, d'accord ou pas, on imposera.

RAPPORTS EDF : TROUS ET TRUQUAGES

A partir des travaux du CNEXO et de l'ISTPM, EDF et la préfecture de région ont réalisé un savant montage de textes qui tend à prouver que l'implantation d'une centrale à la pointe du Raz ne pose aucun problème.

Pour prouver cela, tous les moyens sont bons. Soulignons ici tout d'abord que les risques inhérents à la radioactivité sont totalement passés sous silence, comme si le fait même que cette centrale utilise une technique qui est loin d'être parfaitement maîtrisée, ne soit pas à prendre en considération. EDF raisonne comme s'il ne s'agissait que d'une grosse centrale thermique. C'est donc un premier oubli : un oubli de taille.

Le rapport n'envisage en fait qu'un seul problème : celui de l'importance de la « tache thermique », du réchauffement des eaux, lié au refroidissement de la centrale. Il n'est aucunement question des conséquences que cette implantation peut avoir sur la région elle-même et sur les travailleurs qui y vivent : combien de paysans seront expropriés du fait de la construction ou du fait de la percée d'un couloir de 215 mètres nécessaire au passage des lignes ? Combien de marins-pêcheurs perdront leur emploi du fait de la destruction massive de planctons, à cause de la disparition des crustacés et du poisson ? Est-on certain que tout sera mis en œuvre pour protéger les ouvriers qui travailleraient dans cette centrale ?

Pis encore. Non seulement le rapport est incomplet, mais il est truqué. L'EDF a dénaturé les conclusions des scientifiques. Ils avaient conclu à la *« faible connaissance du site »*. Dans le rapport final, cette conclusion a disparu. Autre exemple frappant : « la tache thermique ». Le rapport final EDF note (page 48) *« un degré de sensibilité qui semble relativement faible à Plogoff, essentiellement dû à une tache thermique réduite »*. La fin de phrase est suivie d'un blanc. La conclusion des scientifiques était : *« ... dû à une tache thermique réduite* selon EDF ».

Ce qu'on voudrait faire croire ici, c'est que l'appréciation de la tache thermique est une conclusion des scientifiques, alors que c'est une « donnée » d'EDF ! C'est tout simplement du truquage.

C'est donc sur la base de rapports truqués que les élus doivent se prononcer. Autant dire qu'on leur demande de se prononcer les yeux bandés ! Quand les projets du capitalisme sont en jeu, on n'hésite pas à « prendre des risques ». On l'a bien vu au moment de la marée noire !

ON CHOISIT POUR VOUS, CONTRE VOUS !

Depuis l'été, les choses se précisent. La bourgeoisie engage sa procédure : après le grimage des rapports, la comédie des conseils. Malgré les importantes manifestations qui ont à chaque fois précédé leur réunion, les conseillers-aux-ordres votent et « votent bien ». Sans qu'à aucun moment on n'ait consulté les travailleurs concernés.

Premier vote : le conseil économique et social. Ici, le patronat domine directement. Au CES, majorité de patrons. Quelques têtes émergent : Debonnet, patron de Citroën en Bretagne, Gourvennec, patron du port de Roscoff, le plus gros paysan de Bretagne. Tous ces dignes représentants de la bourgeoisie votent pour, sans l'ombre d'un doute sur les conséquences, sans l'ombre d'un doute sur les méthodes qu'il va falloir employer pour imposer la centrale.

L'un des conseillers, Perdenez, voit fort bien le rôle qu'on veut faire jouer à cette assemblée, comme aux autres d'ailleurs : *« Pourquoi cette insistance à nous consulter sur une centrale nucléaire ? Pour éclairer une décision ? Allons donc ! Les décisions ne se prennent pas ici. Notre vote est une arme pour écraser la résistance populaire. Et elle existe cette résistance. Elle existe dans les comités de défense. Et chaque étape dans la construction d'une centrale exigera le recours à la force armée. Ne serait-ce qu'à cause de cela, je serai contre. Car il m'est impossible de me retrouver contre le peuple breton et du côté des CRS »*.

Au conseil régional, le vote est aussi favorable à la centrale. Sans même vouloir entendre le

(Suite page 7)

Yannick DAGORN

Notre Parti et le nucléaire

CONTRE les centrales nucléaires, les marxistes-léninistes ? Non, bien plutôt contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, comme l'explique une résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) :

« Le parti communiste marxiste-léniniste de France considère que l'énergie nucléaire ne présente pas de différences de nature avec les autres sources d'énergie et adopte, en la matière, une position matérialiste : les progrès scientifiques et techniques peuvent et doivent permettre de maîtriser les risques des centrales nucléaires. C'est aujourd'hui le système capitaliste, la course au profit maximum qu'il engendre, qui s'oppose à ce que tous les moyens scientifiques et techniques soient mis en œuvre pour maîtriser l'énergie nucléaire ».

Dès lors que cette loi du profit capitaliste sera balayée, le frein qu'elle met au progrès technique sera du même coup levé. C'est alors que tous les moyens serons mis en œuvre pour assurer la maîtrise du nucléaire. Dans ce sens il y aurait pas mal de naïveté — ou d'hypocrisie — à refuser à la Chine populaire qui vient d'acheter deux centrales à la France le droit d'utiliser et d'apprendre à utiliser ces sources d'énergie.

Quelle est alors la position des marxistes-léninistes par rapport aux centrales nucléaires aujourd'hui ? *« Les monopoles font systématiquement passer en second plan la sécurité des travailleurs et de la population, et ceci dans tous les domaines, et pas seulement le nucléaire (mines de charbon ou de plomb, pollution chimique, fluor, amiante, etc...) »*. Les marxistes-léninistes combattent les conséquences négatives de cette politique des monopoles : l'absence totale de démocratie, l'absence ou l'insuffisance de garanties concernant la sécurité, le respect pour l'outil de travail des travailleurs de la terre (ou de la mer) que la bourgeoisie n'hésite pas à exproprier de force à bas prix, leur faisant perdre leur gagne-pain.

Nous soutenons les travailleurs du nucléaire dans leur lutte pour le renforcement des mesures de sécurité dans les centrales en fonctionnement. Nous participons aux côtés des travailleurs à la lutte contre les risques inhérents à l'implantation d'une centrale et contre lesquels la bourgeoisie refuse de donner une quelconque garantie.